

Mesdames et messieurs,  
Chers responsables politiques,  
Bonsoir,

Au nom de la FEB, je vous souhaite à mon tour la bienvenue à notre débat électoral européen. Je voudrais tout d'abord remercier Michael Anseeuw, CEO de BNP Paribas Fortis et président de Febelfin, pour son hospitalité ce soir. Et surtout pour ses idées inspirantes.

\*\*\*

À l'époque, j'ai réalisé mon mémoire universitaire sur l'ECU, qui a précédé l'euro, et sur son rôle dans le financement des entreprises dans le cadre du marché unique créé en 1993. Jacques Delors et sa vision de l'Europe étaient alors le sujet de conversation du moment à la faculté d'économie.

Aujourd'hui, les questions de l'époque sont plus que jamais d'actualité. Et les actions que nous devons mener maintenant sont le sujet du débat de ce soir.

Mesdames et messieurs,

Ce débat électoral européen est une initiative de la FEB et de la fédération sectorielle Agoria. Nous avons par ailleurs uni nos forces avec plusieurs autres fédérations membres de la FEB, à savoir Energia, Febelfin, Federgon, Indufed et le Groupement de la Sidérurgie.

En nous rassemblant, nous vous évitons d'être sollicités pour de multiples débats portant sur des variantes d'un même thème dans les semaines à venir. Mais surtout, nous envoyons un signal fort de la part de l'industrie technologique, des services financiers, des opérateurs du marché du travail et de l'industrie manufacturière. Un double signal :

- ⇒ D'une part, en tant qu'organisations d'employeurs, nous soulignons l'importance de l'Union européenne et de l'intégration économique en tant que moteurs de croissance et de prospérité pour notre continent.

⇒ Mais, d'autre part, nous tirons aussi la sonnette d'alarme : compte tenu de la perte de compétitivité et de la situation géopolitique, il est plus que jamais indispensable que l'Europe s'engage pleinement dans le renforcement de la compétitivité internationale des entreprises au cours de la prochaine législature.

La vidéo que nous venons de regarder témoigne d'un certain optimisme. Le chef d'entreprise pense que l'UE a un grand potentiel pour investir davantage dans l'innovation, créer plus d'emplois et promouvoir une société plus durable.

Mais il nous prévient que, pour y parvenir, nous devons cesser d'introduire des règles complexes qui entraînent de lourdes charges administratives, qui à leur tour compliquent le commerce en Europe et affaiblissent notre position dans le monde.

Je partage entièrement son analyse.

Nos entreprises sont prêtes à trouver des solutions innovantes aux nombreux défis auxquels notre société est confrontée. Nos entreprises s'engagent à jouer leur rôle dans la société :

- en produisant des biens et des services de qualité ;
- en créant des emplois ;
- en innovant ;
- et en fournissant des technologies pour la transition verte et numérique.

Mais malheureusement, elles sont freinées par :

- les coûts énergétiques élevés ;
- une réglementation excessive ;
- de longues procédures d'octroi des permis ;
- et les pénuries de compétences et de main-d'œuvre.

Le tout dans un contexte international à la fois compétitif et instable.

En tant qu'organisations d'employeurs, nous encourageons donc plus que jamais l'Europe à s'engager pleinement dans le renforcement de la compétitivité internationale des entreprises belges et européennes.

Mesdames et messieurs,

Si l'on dresse le bilan de la législature européenne actuelle, force est malheureusement de constater que le renforcement de la compétitivité n'a pas fait l'objet d'une attention suffisante.

Le cheval de bataille de la Commission européenne était le Green Deal. Les entreprises belges soutiennent cette transition verte et choisissent résolument de faire partie de la solution. Mais le Green Deal en lui-même n'était pas un moteur de croissance suffisant.

C'est pourquoi, dans notre mémorandum dédié aux élections européennes, nous appelons à un maximum d'efforts pour renforcer la compétitivité au cours de la prochaine législature européenne.

Nous présentons 12 priorités qui constituent la base d'un nouvel « industrial deal », autrement dit un véritable pacte de compétitivité au profit de l'industrie et du secteur des services, destiné à compléter le Green Deal. L'un ne va pas sans l'autre.

Un tel « pacte de compétitivité » doit reposer sur divers leviers, parmi lesquels :

- le bon fonctionnement du marché intérieur ;
- un cadre fiscal attrayant ;
- une politique commerciale ambitieuse et équilibrée ;
- une politique d'innovation stimulante ;
- la disponibilité de talents européens et non européens ;
- une énergie sûre et abordable ;
- et un cadre réglementaire de qualité.

Ces leviers sont au cœur de notre mémorandum européen intitulé « Une Europe plus forte dans le monde ».

\*\*\*

Mesdames et messieurs,

Notre pays et les autres États membres de l'UE sont classés parmi les meilleurs endroits où vivre au monde.

Mais si nous perdons notre base industrielle ou si nous ne pouvons pas valoriser notre capacité d'innovation, nous ne pourrons garantir notre prospérité sociale plus longtemps.

Ainsi, une mission de taille attend nos eurodéputés : rendre à l'Europe son titre de terre d'entrepreneuriat, d'innovation et d'investissement par excellence.

La question est donc la suivante :

1. Comment renforcer la compétitivité de nos entreprises et améliorer le fonctionnement du marché intérieur européen ?
2. Comment faire du Green Deal un succès tout en renforçant notre base industrielle ?
3. En ces temps de turbulences géopolitiques, comment faciliter le commerce international et le rendre équitable et fluide ?

Ces trois questions sont les thèmes principaux du débat qui suit et je me réjouis de découvrir les points de vue des différents candidats.

\*\*\*

Je tiens dès maintenant à remercier les candidats aux élections européennes qui participeront au débat de ce soir d'être présents et de partager leurs idées avec nous aujourd'hui.

J'espère que nous pourrons poursuivre ce dialogue dans le futur et construire ensemble une Europe plus forte dans le monde.

Merci à vous.